

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2012)
Heft: 1939

Artikel: "Une nouvelle vision de l'agriculture" marchande et destructrice
Autor: Franchini, Federico
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024533>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

aurait donc intérêt à acheter le vieux tunnel ferroviaire pour au moins 720 millions ou au plus 1,52 milliard de francs. C'est environ la somme dont les CFF ont besoin pour adapter les gabarits entre Bâle et Chiasso et permettre le passage de convois hauts de 4 mètres aux angles : 925

millions. Raisonnablement aussi, les CFF ont donc tout intérêt à vendre leur vieux tunnel, qui ne leur rapportera plus jamais rien. On ne trouve pas un milliard sous les pas d'un cheval!

Tout le problème de la mise en conformité du tunnel routier avec les normes

contemporaines serait réglé en trois ans, sans aucune incidence négative pour les économies des cantons voisins.

La règle constitutionnelle qui interdit d'augmenter la capacité routière des traversées alpines ne serait en rien mise en question.

«Une nouvelle vision de l'agriculture» marchande et destructrice

Federico Franchini • 15 janvier 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/19481>

Quand les multinationales récupèrent à leur profit les concepts à la mode

«Parvenir à une croissance agricole durable par le biais de solutions basées sur le marché», tel est l'objectif d'une initiative lancée en 2010 par des multinationales de l'agroalimentaire dans le cadre du Forum économique mondiale de Davos (WEF).

Evoquant l'augmentation de la population mondiale, la diminution des terres arables et une sécurité alimentaire en danger, l'initiative intitulée «Une nouvelle vision de l'agriculture»⁶ entend mobiliser les investissements publics et privés pour développer le secteur agricole.

Les buts visés sont schématisés dans un triangle⁷ dont les côtés représentent la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et l'opportunité économique. Plus concrètement, l'initiative

veut contribuer au «développement des marchés agricoles, et notamment des opportunités pour les petits producteurs» et à «l'amélioration de l'accès à des produits alimentaires nourrissants, à des prix abordables».

La direction stratégique est assurée par 23 entreprises actives dans toutes les étapes de la filière agroalimentaire: Bunge, Cargill, DuPont, Coca-Cola, Pepsi, Unilever, Wall-Mart, Nestlé, Monsanto, Syngenta, etc. L'initiative bénéficie du soutien consultatif de la Commission sur la sécurité alimentaire du WEF⁸. Créée en 2008, cette commission réunit une vingtaine de personnalités actives dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Elle s'est donné pour mission d'approfondir les synergies entre les acteurs engagés dans la lutte contre la faim.

Elle a été tout d'abord présidée par Josette Sheeran⁹, la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial, récemment portée à la vice-présidence du Forum. Considérée par le magazine *Forbes* comme l'une des trente femmes les plus influentes de la planète, Sheeran incarne le *credo* typique de l'initiative: des solutions basées sur le marché. Elle a présidé le *think thank Empower America*¹⁰, aujourd'hui nommé *Freedom Works*¹¹, dont le slogan est «moins d'Etat, moins de taxes, plus de liberté».

Kanayo Nkwanzé¹², président de l'International Fund for Agricultural Development¹³ (IFAD) lui a succédé. Lui aussi fonctionnaire international de haut niveau, Nkwanzé s'est distingué pour avoir promu en Afrique les NERICA¹⁴ (*New Rice for Africa*), des nouvelles qualités des riz «spécialement

mises au point pour le continent africain».

Les autres membres de la Commission sont issus de l'industrie et des grandes institutions internationales, ainsi que d'instituts de recherche et de deux organisations non gouvernementales, GAIN¹⁵ (*Global Alliance for Improved Nutrition*) et AGRA¹⁶ (*Alliance for Green Revolution in Africa*). Ces deux ONG, financées par de grandes fondations philanthropiques, notamment la fondation Bill & Melinda Gates, ne sont pas représentatives du large éventail des associations impliquées dans les problématiques agricoles et alimentaires. Elles se réfèrent à l'idéologie à la base de la Révolution verte selon laquelle l'agriculture industrielle et les nouvelles (bio) technologies sont les seules solutions face au défi alimentaire.

La Révolution verte a débuté dans les années septante avec l'objectif d'augmenter la production alimentaire en Asie et en Amérique latine. Si la production a effectivement augmenté, elle s'est concentrée sur les monocultures d'exportation et n'a pas contribué à résoudre les problèmes alimentaires de

ces régions. AGRA par exemple, veut appliquer ce concept à l'Afrique où elle se propose de promouvoir des variétés comme les NERICA, sélectionnées et brevetés, mais dont les rendements sont étroitement dépendants des techniques industrielles et des produits chimiques. Il existe des liens entre d'anciens cadres de Monsanto, et le conseil d'administration d'AGRA et la fondation de Bill Gates.

Une stratégie gagnants-perdants

Lors du Forum 2011, Hugh Grant, le patron de Monsanto, insista sur la nécessaire collaboration de tous les acteurs pour concrétiser ces objectifs: *«Les entreprises, les partenaires locaux, les ONG, les agriculteurs doivent coopérer pour garantir une alimentation suffisante pour une population mondiale qui, chaque jour, voit naître deux cents mille enfants»*. La composition de la Commission du WEF ne traduit pourtant pas cette exigence. Elle reflète plutôt le point de vue des entreprises multinationales, des institutions internationales telles que la Banque mondiale et la FAO et des gouvernements: les nouvelles technologies sont seules aptes à nourrir la planète.

«Ouvrir toutes grandes les portes des agricultures des pays du Sud aux multinationales agro-alimentaires», tel est pour Catherine Morand¹⁷, responsable de l'antenne romande de Swissaid, l'objectif véritable de cette initiative.

Cette initiative est un exemple pour réfléchir sur la vacuité d'un concept très à la mode à notre époque, celui de la responsabilité sociale des entreprises. Concrètement, la volonté exprimée de *«garantir des opportunités pour les petits agriculteurs»* et *«d'améliorer l'accès à des produits alimentaires à des prix abordables»*, se traduit par des projets qui favorisent l'agriculture industrielle, les biocarburants et la spéculation sur les produits alimentaires. Or ces pratiques contribuent à chasser les petits paysans de leurs terres, à créer l'instabilité des prix des aliments de base et la destruction à terme des terres cultivables. Alors que des études¹⁸ sérieusement documentées montrent qu'une agriculture écologique pourrait doubler la production alimentaire de régions entières en 10 ans, tout en réduisant la pauvreté rurale et en apportant des solutions au changement climatique.